

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

8^{me} ANNEE — N° 90

19 octobre - 1^{er} novembre 1970

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

Le capital, tsar de toutes les Russies

Nous avons montré récemment ("le prolétaire", n° 87) que le traité germano-russe venait à point nommé pour officialiser l'entrée du capital allemand en Russie. Aujourd'hui, Pompidou, commis-voyageur du capitalisme français, fait le voyage de Moscou pour réclamer sa part de gâteau. Après un demi-siècle environ d'autarcie, l'immense marché russe s'entrouvre devant les banquiers occidentaux : cinquante ans pour oublier la perte des emprunts russes : cinquante ans pour chasser le spectre du communisme.

Russie à vendre

L'U.R.S.S. est un pays prometteur pour le capitalisme mondial : des richesses variées et abondantes, une main-d'œuvre pléthorique et docile, un appareil d'Etat réaliste et efficace. Tous les avantages d'un pays neuf, avec ses inconvénients : la Russie manque de capital. Mais le malheur des uns fait le bonheur des autres : l'Occident a des capitaux dont il ne sait que faire.

Ce qui apparaît à la faveur des derniers événements, c'est qu'il ne s'agit plus pour l'URSS de troquer des marchandises contre des marchandises. Cette forme primitive de l'échange ne suffit plus : ce dont les Russes ont un besoin urgent, c'est de capital. Et il importe peu à nos banquiers que leurs avances de fonds reviennent sous forme de cuivre, de pétrole ou de gaz : ils y trouveront leur compte.

Dans "Le Monde" du 29 septembre, Vassil Vassilev donne les précisions suivantes : « Les pays socialistes redoutent davantage la concurrence des pays du tiers-monde que celle des pays industrialisés de l'Occident, du fait que leurs exportations vers l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord sont constituées davan-

» tage de matières premières ou semi-élaborées, d'énergie, de produits agricoles et de peu de produits industriels. » Les industriels occidentaux s'en froissent les mains ; le gaz sibérien fera pression sur le prix du gaz saharien, le nickel de l'Oural abaissera les prétentions des prolétaires de Nouvelle-Calédonie, le cuivre du Kazakhstan concurrencera les productions congolaise et chilienne.

Les Russes essaient de jouer les puissances occidentales les unes contre les autres : d'où les égards « exceptionnels » réservés à Pompidou. Mais si les Russes sont, paraît-il roublards, arriveront-ils à rouler un Auvergnat ? « A ce développement (de la Sibérie - NdR), dans le cadre de la coopération entre nos deux pays, la France est disposée à s'associer, mais ne peut le faire qu'à la mesure de ses moyens et, le plus souvent sans doute, en collaboration avec d'autres » (Pompidou à Novossibirsk). En un mot : il y en aura pour tous. Mais les hommes d'affaires, gens avisés, préfèrent présenter un front uni pour dicter leurs conditions et répartir les risques. Les banquiers occidentaux ont donc de beaux jours devant eux... tant que l'ogre américain ne viendra pas troubler leur festin.

du prolétariat, par le biais d'une conférence de sécurité européenne, la perspective hypothétique d'un continent prospère et pacifique : « Comme l'a dit M. Pompidou, écrit Yves Moreau, la conférence doit avoir pour objectif l'élimination de toutes les tensions. Elle devrait donc s'attaquer à leurs causes, dont la principale est la division de l'Europe en deux grandes alliances militaires. Division dangereuse, et qui ne pourra être surmontée qu'en substituant à ces alliances un système de sécurité collective à l'échelle du continent » (l' "Humanité" du 8 octobre).

Enfoncée, la coexistence pacifique ! Et vive l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ! Lénine a répondu par avance à ce vieux rêve des bourgeois : « Certes, » d es ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes européens... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe » ("A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe").

Le prolétariat ne se laissera pas toujours bernier par les mots d'ordre pacifistes et expansionnistes. L'accumulation du capital en Russie, c'est sur le dos de tout le prolétariat européen qu'elle se fera. Mais celui-ci saura, face à l'Internationale des banquiers de l'Est et de l'Ouest et à ses valets opportunistes, forger son arme de lutte : le parti communiste international.

Les grandes pompes

Aux funérailles du Président Raïs-Bikbachi, pas un des membres de la grande famille impérialiste ne manquait. Tous étaient là, ceux de l'Est comme ceux de l'Ouest, l'U.R.R.S. et les U.S.A., la France et l'Angleterre, la R.F.A. et l'Italie, la Chine même ; oubliant leurs rivalités, tous les Etats avaient délégué leurs meilleurs représentants pour rendre un dernier et solennel hommage à « l'homme d'Etat courageux et lucide » qui avait su avec tant d'habileté enivrer les ouvriers et les paysans arabes d'opium patriotique et de fierté nationale.

Souvent ingrat, le capital mondial sait pourtant reconnaître les sjens et saluer en grande pompe leur disparition lorsque c'est nécessaire. La perte qu'il subit en la personne de Nasser est celle « d'un facteur essentiel au rétablissement de la paix » (Pompidou), cette paix réclamée tant par Nixon, pour lequel la mort du Raïs « exige que toutes les nations renouellent leurs efforts... en vue de construire une paix durable », que par Kossyguine réaffirmant que l'U. R. S. S. veut « sauvegarder les intérêts des peuples arabes dans leur juste lutte contre l'impérialisme » tout en ajoutant, contradictoirement, qu'en même temps son gouvernement « prend fermement position pour l'établissement de la paix au Proche-Orient ».

Il est ainsi démontré une fois de plus que nos deux super-grands s'entendent comme larrons en foire pour s'affirmer grands mainteneurs de « statu quo ante » dans le but évident de réaliser les meilleures affaires possibles sur le dos des pays concernés. Et leur ami commun Nasser était leur meilleur allié dans cette perspective.

Le verbe haut de cet orateur démagogue parvenait à convaincre les masses de l'accession prochaine au « socialisme » par l'intermédiaire de nationalisations (davantage le fruit de la rivalité inter-impérialiste que de la volonté révolutionnaire du régime nassérien) et de ce « panarabisme » dont il était l'ardent défenseur verbal ; mais la pratique économique et politique l'obligeait à suivre la voie qui va, pour tous les pays du Tiers-Monde, de Charybde en Scylla, c'est-à-dire à sauter des bras musclés des Américains dans le giron protecteur des Russes et inversement, en recommandant son âme à Allah.

Aussi n'est-il pas étonnant que l'héritage légué par ce « pharaon » des temps modernes au prolétariat agricole et industriel de son pays soit la misère et l'exploitation forcée, tares habituelles du capitalisme, mais au caractère combien plus dramatique dans les pays sous-développés qui souffrent des maux cumulés de l'étroitesse du développement capitaliste à l'intérieur et de l'excès du développement capitaliste à l'extérieur.

Ces marionnettes, dont les fils sont tirés en coulisse par les grands de ce monde pourri, n'ont aucun droit au « respect » des communistes, comme le prétendent les larbins français de Moscou, car elles sont totalement étrangères à la pensée et à l'action révolutionnaires du prolétariat. Celui-ci, lorsque l'incendie de la Révolution embrasera le monde, jettera dans les poubelles de l'Histoire ces figures de pacotille qui font encore illusion aujourd'hui, pour se ranger massivement sous l'étendard de son parti et se lancer à l'assaut des forteresses du capital.

Les derniers Mohicans de la démocratie bourgeoise

Pour les opportunistes du P. C. F., pour qui le commerce est aussi bénéfique que l'inconditionnalité à l'égard de l'URSS est nécessaire, l'alliance franco-russe serait un facteur de paix. Ecoutez René Andrieu : « Ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'au-delà des différences de régime, le développement de la coopération économique et politique entre l'URSS et la France est con-

» formes aux intérêts des deux pays, à la détente en Europe et à la paix mondiale. Il n'est pas besoin d'être communiste pour faire cette constatation » (l' "Humanité" du 6 octobre).

En réalité, il ne faut surtout pas être communiste pour écrire de pareilles aneries. Lénine, dès 1915, envisageait le cas d'un pays isolé dans lequel le prolétariat serait parvenu au pouvoir : « Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les

» classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les exploités et leurs Etats ». Il est vrai que, depuis, nos néo-staliniens ont réalisé ce tour de force : faire de Lénine le champion de la coexistence pacifique ! Pour l'opportuniste, le commerce se développe dans le monde idéal de la philanthropie : échanges « égaux », commerce à « avantages réciproques », concurrence « saine et profitable ». Cette image douce-reuse d'un monde bourgeois dominé en réalité par l'accumulation du capital et qui se précipite vers la crise et la guerre, cache une trahison : l'abandon de la lutte de classe. Les bons staliniens ne revendiquent-ils pas de « justes » salaires, la négociation et la concertation ? Pour ces plats démocrates déguisés en communistes, la coexistence pacifique est si belle qu'il faut l'appliquer entre les classes également !

L'impérialisme, réaction sur toute la ligne

Là où René Andrieu voit un facteur de « paix mondiale », nous ne voyons qu'une alliance entre gredins pour faire régner l'asservissement pacifique du

prolétariat. Après mai 1968 en France, l'automne chaud italien, les grèves sauvages belges, allemandes et anglaises, il s'agit de faire miroiter aux yeux

UNE RÉPRESSION SANS RISQUES...

Le redressement économique que la bourgeoisie française a réussi au-delà de ses propres espérances va-t-il s'accompagner d'une trêve sociale, souhaitée tout autant par les opportunistes que par le gouvernement ? Une série d'événements récents porte à le croire. Aussi la justice bourgeoise dose-t-elle habilement ses mesures de répression politique : la « générosité » pour les comparses (verdict de Lyon, procès de Raton et Munch), le matraquage pénal impitoyable, hors de toute proportion avec le « délit », la vengeance légale contre ceux qui lui ont fait peur (non pas en vertu de ce qu'ils sont vraiment, à supposer qu'un magistrat puisse le savoir, mais parce qu'ils expriment un courant de révolte incontrôlable, révélateur des explosions que prépare en son sein la société « démocratique et industrialisée ») et qu'elle croit maintenant pouvoir achever politiquement sans danger (verdict de la Cour de Sécurité de l'Etat contre les maoïstes de la " Cause du peuple ").

Sans danger ? Dans l'immédiat, cela est sans doute vrai. Le seul adversaire historique de la Bourgeoisie, de son Etat et de ses magistrats, la classe prolétarienne organisée, est momentanément absent de la scène historique. Or si le prolétariat, contrairement aux classes révolutionnaires qui l'ont précédé dans l'histoire, ne peut s'émanciper qu'en libérant du même coup la société tout entière, l'absence de mouvement prolétarien révolutionnaire donne libre cours à la lâcheté sociale la plus odieuse. La peur caractérise à ce point la société pourrissante dans laquelle nous sommes enfermés, que mai-juin 1968, seul rayon de soleil dans l'obscurité, tend à devenir une sorte d'épouvantail pour ceux-là mêmes qui devraient y puiser espoir et volonté.

L'agressivité haineuse à l'égard des « gauchistes » qu'on voit se répandre partout n'est malheureusement pas due à leurs seules erreurs, mais à une peur panique de tout changement. Ce résultat, ce n'est certes pas la bourgeoisie seule qui a pu l'obtenir ; l'aide de son principal allié, l'opportu-

nisme stalinien, a été une fois de plus décisive. C'est lui qui a enterré la grève de 68 dans les élections ; lui encore qui a émietté les mouvements en faisant peur aux ouvriers avec leur propre force et en baptisant « provocation » les premières tentatives maladroites du prolétariat de lutter de façon indépendante.

Dans un tel climat social, tant que la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout reste paralysée, même l'aggravation des conditions de vie de la petite-bourgeoisie rurale et urbaine ne peut constituer un facteur important d'instabilité sociale. Au contraire, c'est l'idéologie petite-bourgeoise qui infecte la classe ouvrière grâce à la complicité des directions politiques et syndicales qu'elle reconnaît encore comme siennes.

* *

La durée de cette trêve dépend de deux facteurs liés entre eux : d'une part la conjoncture économique non seulement française mais aussi mondiale, d'autre part la capacité du prolétariat à prendre l'offensive. En effet la bourgeoisie nationale n'obtient un

répit qu'en exportant la crise dans d'autres pays. C'est d'ailleurs là que l'on ressent le plus cruellement l'absence de stratégie internationale du prolétariat. Dans certains cas, la bourgeoisie peut même faire passer ses intérêts politiques internationaux avant ses intérêts économiques nationaux, comme l'a prouvé l'aide que la bourgeoisie française a reçue de toutes les autres bourgeoisies européennes quand elle est sortie affaiblie de la crise de 1968. Pour rendre impossible cette entraide et pour exploiter à fond la faiblesse momentanée de telle ou telle bourgeoisie, la classe ouvrière doit disposer d'une organisation internationale, d'un parti mondial.

Aujourd'hui, les ouvriers anglais, italiens, allemands ou français luttent en ordre dispersé ; pourtant, aussi longtemps qu'il reste sur le plan national où tentent de le maintenir les directions traitées, le prolétariat est vaincu d'avance : il est solidaire de l'économie nationale, il lie son sort à celui de sa bourgeoisie. Asservi économiquement mais aussi idéologiquement, il adopte les façons de penser de la petite-bourgeoisie nationaliste, peureuse et réactionnaire.

Cette situation est liée à la période contre-révolutionnaire dans laquelle nous sommes encorés. C'est la crise montante et non le verbe révolutionnaire qui se chargera d'ouvrir les yeux. Mais dès maintenant même s'il reste encore sans écho, les révolutionnaires doivent lancer le cri du Manifeste Communiste : « Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 6 novembre, à 20 h. 45, à la Rédaction du "Prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5^{me}, Métro Gobelins.

La révolution chinoise entre 1921 et 1927

(Le présent journal tient lieu d'invitation)

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 15 — 19 octobre - 15 novembre 1970

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

"L'unité"... pour ne rien faire !

Les ouvrières de La Redoute ont repris le travail. A Argenteuil, les travailleurs nord-africains d'Idéal-Standard poursuivent dans l'isolement la grève lancée le 11 septembre. Les débrayages de la SNIAS ont retrouvé leur rythme régulier. Quelques miettes ont suffi, cette fois encore, à dissuader les cheminots de se battre. Les chômeurs de Boussac pro-

testent dans l'indifférence générale. Partout, dans les ateliers, les arrêts de travail sont rapidement circonscrits, les velléités de combat apaisées par des promesses d'actions futures, des simulacres de négociation. Les directions syndicales respirent : la rentrée sociale se déroule dans le calme.

La bourgeoisie craignait pourtant quelle fût agitée. Après avoir jubilé en juillet — réussite d'un plan de redressement délicat en échange de quelques concessions légères (mensualisation, formation professionnelle, etc...), signature de contrats par les directions syndicales promues en récompense au rang de partenaires officiels, etc... — son enthousiasme tomba. Les mauvaises nouvelles se succédaient. Production et exportations ralenties. Forte hausse des prix en fin d'année. Augmentation du chômage. Menaces de troubles sociaux dans les catégories depuis longtemps nourries de promesses : cheminots et postiers. Véritable marasme dans les branches qui accusent le coup après leur effort de modernisation (mines, textiles) ou la réduction de la consommation intérieure (bâtiment, appareils ménagers). L'avenir semblait peu sûr ; aucun répit n'était possible. Il fallait poursuivre l'effort entamé, exploiter les ouvriers un peu plus encore, prendre des mesures qui prolongeraient celles de l'année précédente. La bourgeoisie inquiète ne pouvant les prendre à froid, laissa à l'opportunisme syndical le soin de préparer le terrain.

L'appareil de démagogie, de falsification, de mensonges de la C.G.T., du P.C.F., des syndicats traditionnellement jaunes, se déploie dès lors activement. D'abord, précéder les réactions des premiers mécontents : « L'Humanité » cesse de reconnaître les « aspects positifs » des accords signés avec le C.N.P.F. Les clameurs de juillet sur les « droits arrachés par les travailleurs », les « victoires » et autres « conquêtes sociales » s'assourdissent soudainement. On reconnaît que l'optimisme avait été quelque peu exagéré. Les fanfaronnades des dirigeants de la C.G.T. reprennent : « les travailleurs ne se laisseront pas dépouiller plus longtemps de leurs droits légitimes » ; il faut à nouveau « contraindre le pouvoir et les patrons à négocier », affirme Séguy, qui paraît oublier que les directions syndicales n'ont rien fait d'autre depuis deux ans. La C.F.D.T. découvre avec effroi « qu'elle se laissait lentement entraîner à la collaboration de classe » et quitte bruyamment la table du VIe Plan où elle siégeait tranquillement depuis l'automne...

Par des campagnes d'explications nouveau-style (« dites-moi, Monsieur Marchais »), le P.C.F. imperturbable, tente de redonner — en vue des élections municipales à venir — le goût de l'électoratisme à un prolétariat de plus en plus indifférent à cette forme d'expression impuissante : son inutilité comique, brutalement révélée par Servan - Schreiber, vaut à ce dernier de violentes attaques de la part du parti qui ne peut tolérer de voir ridiculisée son unique vision d'une transformation de la société. La C.G.T., elle, lance à grand tapage une revendication dont le but est de désorienter, démoralliser la classe ouvrière, canaliser son mécontentement : la réforme de la fiscalité.

La « justice fiscale » : voilà un bon thème populaire, pro-

pre à accrédi ter auprès des ouvriers l'idée que la misère que les écrase n'est nullement inhérente au système en place, mais seulement le fruit d'une gestion égoïste qui refuse de « faire payer les riches ». Voilà surtout un excellent moyen d'empêcher les salariés de se battre dans l'immédiat pour une augmentation de salaires, une diminution de l'horaire de travail. Comme il est bien évident que cette revendication ne peut être satisfaite dans le cadre de l'usine, mais seulement à l'échelle nationale, la C.G.T. explique aux ouvriers que cette revendication dépasse le cadre de leur action directe possible, qu'elle se défend sur un autre terrain. Parbleu, sur celui des élections et non sur celui de la grève. Elle intéresse le citoyen et non le prolétaire ! « Manifestez - vous » (!) dit en substance la C.G.T., dans l'ordre et la discipline, au cours de la « journée d'action » du 20 octobre (pétitions, délégations, débrayages!). D'ici là, ne gaspillez pas vos forces ! et tâchez de gagner le plus grand nombre à cette revendication unitaire, faites l'unité de tous pour que cette revendication soit satisfaite.

Le grand mot est lâché : l'unité. L'unité autour de quoi ? Autour du vent ! Son contenu, c'est, pour le P.C.F., la coalition électorale destinée à préparer l'avènement d'une « démocratie avancée » : perspective fumeuse d'un simple replâtrage politique du « capitalisme monopoliste », d'un pur changement de façade qui ne s'impose nullement dans les faits puisque le seul ronronnement de ce mot d'ordre suffit pour l'instant à retarder l'explosion de la crise sociale qui, seule, le rendrait nécessaire. Pour la C.G.T., l'unité c'est le front syndical commun avec la C.F.D.T. et F.O., deux centrales créées pour le sabotage de la lutte prolétarienne, la seconde ne songeant même pas à le cacher, la première se dépouillant rapidement de son vernis gauchiste d'après mai-juin 1968.

Cet alignement de la C.G.T. sur F.O. et la C.F.D.T., présenté aux ouvriers comme condition primordiale de toute lutte, représente au contraire la garantie qu'il n'y aura pas de lutte réelle. Il permettra en effet aux Séguy, Moynot, Frachon et consorts de mieux pourchasser, dans la C.G.T., les derniers vestiges de sa tradition de combat : le « syndicalisme tourné vers l'avenir » défini au dernier congrès confédéral s'acharne à les extirper par des initiatives provocatrices qui, en matière de collaboration de classe, sont quelquefois plus cyniques de celles de F.O. ou de la C.F.D.T.

Cette unité-là signifie trahison sur toute la ligne. Elle développe chez les ouvriers un sentiment d'isolement : sans l'accord parfait de la trinité syndicale qui les roule, ils ne peuvent agir ; et un complexe d'infériorité sociale : sans l'union la plus large de tous les partis pourris de l'opportunisme et de la petite-bourgeoisie — qui ne sont même pas capables de se mettre d'accord sur la meilleure façon de tromper leurs électeurs — aucun chan-

gement n'est possible ! Le vieux « dada » de la réforme fiscale, qui date de Jouhaux et a toujours tenu dans les congrès confédéraux la place réservée aux plus gâteux de la famille des « réformes de structure », vient à point « concrétiser » une décision générale de refus de la lutte de classe qui s'abrite derrière des formules d'autant plus grandiloquentes qu'elles n'engagent à rien sur le terrain de l'action.

La seule revendication de classe, sur le terrain économique, est celle de la défense du salaire. La seule unité de classe est celle qui, consciente du caractère éphémère et limité de cette action défensive, groupe l'ensemble des exploités en vue de l'offensive future contre l'Etat capitaliste.

La Général Motors en grève !

Grève à la Général Motors : c'est la première depuis 24 ans. Un mouvement formidable de 350.000 ouvriers arrêtant ensemble le travail dans 145 usines aux U.S.A. et 7 au Canada.

La nouvelle a fait ici l'effet d'un coup de tonnerre : le prolétariat portait-il hardiment le premier coup de lance au flanc du monstrueux capitalisme américain ? La réponse, c'est l'opportunisme mondial qui l'a déjà donnée. Etouffant, là comme ailleurs, la lutte vivante du prolétariat dans un de ses hideux tentacules, en l'occurrence les dirigeants syndicaux américains, il a tout fait pour préparer la défaite des prolétaires américains.

Là comme ailleurs, il a appliqué les mêmes méthodes : châtrer par avance la lutte en la soumettant à l'intérêt supérieur de la nation et de la production, la morceler, la cloisonner, et puis brader ses pauvres restes contre un misérable contrat : au total, démolition du prolétariat et nouveau coup porté à ses organisations de classe qui se trouvent engagées plus avant dans la voie de la collaboration de classe, de l'intégration aux institutions bourgeoises, de la liquidation totale.

Rappelons les faits.

Le 14 septembre venait à expiration le contrat collectif des travailleurs de l'automobile aux U.S.A. Le contrat est signé pour 3 ans et, à chaque échéance, le syndicat déclenche une grève « selon la tradition », dans une seule des quatre grandes firmes de Detroit. Les négociations s'engagent en février, mais n'aboutissent pas. La direction du syndicat de l'automobile U.A.W., le plus puissant syndicat américain avec 1,5 million d'adhérents, décide la grève à la G.M.

Ce colosse est la plus puissante entreprise du monde : chiffre d'affaires de 24 milliards de dollars, bénéfice atteignant près de 2 milliards de dollars ; elle construit plus de 7.000.000 de véhicules par an, 10 % de la production étant assurée au Canada, et emploie 794.000 personnes, dont 442.000 travailleurs horaires aux U. S. A.

Le 15 septembre, la grève illimitée est déclenchée. Le syndicat tient en réserve 120 millions de dollars, de quoi tenir deux mois. C'est la première grève chez Général Motors depuis 24 ans. La dernière, en 45-46, avait duré 4 mois. Les revendications du syndicat sont :

- augmentation du salaire horaire de 2,50 dollars échelonnés sur 3 ans, soit 35 % d'augmentation en 3 ans (l'« Economist » du 19/9/70). Le salaire horaire actuel est de 4 dollars ;
- échelle mobile, ou du moins hausse du plafond des augmentations automatiques du salaire en fonction du coût de la vie ;
- droit de retraite après 30 ans

LA GREVE DE LA REDOUTE

Une fois de plus, à La Redoute de Roubaix, les directions syndicales ont réussi à étouffer un magnifique mouvement de lutte en utilisant, pour briser la combativité ouvrière, une tactique qui leur est désormais coutumière.

Le 18 septembre, la Commission paritaire propose : 1) une augmentation de salaires de 4 % (10 % avaient été ainsi accordés en 1970) ; 2) fixation du salaire horaire minimum à 4,20 F au lieu de 3,95 F (728 F par mois au lieu de 684). Les syndicats, eux, réclament 5 %, un minimum horaire fixé à 4,20 F (745 F par mois) ainsi qu'un calendrier pour atteindre 800 F par mois.

Les dirigeants syndicaux ne demandent donc que 1 % de plus que ce qu'accorde le patron et 23 F de plus par mois pour les salaires les plus bas ! Et — sans doute pour prouver leur réalisme — 800 F par mois... pour plus tard ! C'est pour ces revendications que vont se battre les 4.000 employés de La Redoute le 21 septembre. Revendications dérisoires, mais par la faute des directions syndicales, dont l'acceptation d'objectifs aussi ridicules et sans perspectives ne peut que contribuer à briser la combativité des salariés.

La grève illimitée des employés de La Redoute commence le 21 septembre. Le 22, le personnel des « Trois Suisses », une entreprise similaire, doit se prononcer à son tour sur des propositions patronales. Le 22 toujours, les ouvriers de chez Dumont débrayent une heure par solidarité avec ceux de La Redoute et en repoussant les propositions patronales concernant leurs propres revendications. Il existait donc une incontestable possibilité d'élargir aux trois entreprises le mouvement commencé à La Redoute.

Les syndicats, fidèles à leur tactique d'émiettement des grèves, n'en feront rien. Cette attitude, « L'Humanité » du 24 septembre la justifie de la façon suivante. A un travailleur qui demande la généralisation de la grève, l'organe du P.C.F. fait répondre par un gréviste : « Aux Trois Suisses, les embaucheuses ont 4,85 F, c'est-à-dire 0,42 F de plus que chez nous. Les situations sont différentes. S'ils obtiennent encore davantage cet après-midi, ça ne pourra que nous

(Suite page 3)

que », qui s'apparente plus à la partie d'échecs qu'à la lutte syndicale. Mauvaise farce bien réglée : tous les trois ans, rituellement, quand l'heure du contrat sonne, les dirigeants syndicaux déclenchent très bureaucratiquement une grève qui devient une simple formalité ; ce qui compte pour eux, ce n'est pas la lutte réelle, c'est seulement le contrat, et pour l'obtenir, comme des maquignons ils avancent sur la table en guise de gros billets la grève désincarnée qu'ils ont soigneusement vidée de sa substance. Peau de lion que ces ânes rapportent à leurs maîtres bourgeois en garantie de leur efficacité dans la trahison.

Ils auraient même bien voulu l'éviter, cette grève, cheval sauvage qui peut toujours échapper à ses dompteurs : six mois de discussion l'ont précédée. La déclenchement enfin, ils la condamnant déjà, lui assignant des limites strictement économiques, et corporatistes. Ils n'ont pas cherché à étendre la lutte, en unifiant les autres catégories de travailleurs sur les hautes revendications salariales des ouvriers de l'automobile les mieux payés des U.S.A. : refus de généraliser la lutte sur le plan national, même chez les travailleurs des autres entreprises d'automobile, et à plus forte raison sur le plan international alors que presque partout l'industrie automobile connaît des difficultés et que la combativité ouvrière est grande dans ce secteur vital pour le capitalisme. Rappelons les grèves sauvages des ouvriers de l'automobile anglais dès la rentrée des vacances d'été, et les grèves ardentes à la Fiat à Turin qui s'allument depuis des mois, bien que massacrées périodiquement par

(Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les dimanches 25 octobre et 8 novembre, de 10 à 12 h., et les samedis 14 et 28 novembre, de 15 à 19 h., au siège du " Prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Les samedis 24 octobre et 7 novembre, de 15 à 19 h., au siège du " Prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Le mur du silence de l'opportunisme

L'Électronique Marcel Dassault vient de se débarrasser d'un secteur qu'elle n'arrivait plus à rentabiliser : le Service médical, spécialisé dans la fabrication d'appareils électroniques destinés à l'usage des hôpitaux.

La seule réaction de la C.G.T. a été de réafficher un tract datant de 6 mois et annonçant la possible liquidation de cette partie de l'usine et de ses employés. C'est tout ce que les bonzes syndicaux ont réussi à faire en six mois !

Eux qui se vantent toujours d'avoir des solutions concrètes et « réalistes », une fois de plus les salariés de chez Dassault ont pu se rendre compte de quoi ils étaient capables lorsqu'il fallait passer du terrain des parolottes à celui de l'action syndicale proprement dite.

La seule chose que la C. G. T. regrette, c'est que Dassault n'ait pas essayé de céder ce service à Thomson par exemple, mais attention à condition qu'il s'agisse d'un capitaliste bien Français ! (rapporté du porte-parole officieux de la C. G. T. : " l'Humanité ").

Ce qui a empêché le syndicat d'entreprendre une quelconque action, ça n'est pas comme il le prétend le « manque d'engouement des travailleurs », « leur mollesse devant les problèmes qui les concernent », mais bien le programme même de l'opportunisme qui consiste à lier les prolétaires à leur usine et à les empêcher d'étendre les luttes à une échelle plus large.

C'est donc à leur propre piège que les bonzes locaux se sont fait prendre en restant tout à fait impuissants devant ce phénomène. La cession du Service médical s'inscrit dans le cadre du système capitaliste : concentration, fusion, absorption des petites entreprises par les trusts, le tout étant régi par la loi implacable de la concurrence et du profit. L'essentiel reste que le personnel du « Médical », comme l'ensemble du prolétariat, vend sa force de travail au capital impérial dont l'exploitation est la même, quels que soient ses représentants (Dassault ou Hoffman-Laroche).

Même si dans l'immédiat cela ne se traduit pas par une diminution de salaire ou par des licenciements, il faut que les prolétaires de chez Dassault ou d'ailleurs soient prêts à riposter aux attaques incessantes de la bourgeoisie.

Historiquement, la lutte des ouvriers isolés contre le patron est apparue dès la naissance du capitalisme. Pour s'opposer à la concurrence que le capital crée entre eux, les ouvriers se sont unis pour se battre à l'échelle de l'usine, puis à l'échelle d'une branche d'industrie, puis à

l'échelle nationale et internationale : c'est ainsi que sont nés les syndicats.

Mais la lutte strictement économique ne peut garantir aux ouvriers leurs conditions d'existence. Tant que subsiste le capitalisme et ses lois, tous les avantages économiques sont repris par les augmentations de prix, l'intensification des cadences, les licenciements. Une simple crise balaie tous les avantages acquis au cours de longues années.

Il est donc nécessaire que la lutte syndicale serve à préparer les ouvriers à la lutte politique pour abattre non pas seulement un patron, mais l'ensemble des patrons et leur représentant général, l'Etat politique, car les attaques que subissent les ouvriers ne sont pas le fait de tel ou tel « mauvais » patron, mais de l'ensemble du capital dont les lois s'imposent aux capitalistes eux-mêmes.

Aujourd'hui le prolétariat se trouve réduit à une situation plus difficile encore qu'à la naissance du capitalisme où il n'était pas encore organisé, car les organisations qu'il s'est donné pour se défendre, les syndicats, empêchent eux-mêmes son unification et l'enferment dans les entreprises.

C'est pourquoi le prolétariat ne parvient pas à se défendre contre les attaques que le capital, sous la poussée de la crise économique qui monte, porte de plus en plus rudement. Pour se défendre, les prolétaires doivent imposer aux syndicats leurs revendications de classe qui défendent réellement leurs conditions de vie et les unifient pour préparer l'offensive contre le capital :

- 1) Réduction générale et radicale de la journée de travail ;
- 2) Augmentation générale et massive des salaires, plus forte pour les catégories les plus mal payées ; suppression des primes de rendement et autres stimulants de l'exploitation ;
- 3) Versement intégral du salaire aux chômeurs.

Ces revendications ne peuvent s'obtenir par la négociation, mais supposent une lutte toujours plus large et puissante. Elles ne visent nullement à améliorer la gestion du capital, la meilleure gestion du capital étant la plus grande exploitation du prolétariat, mais à défendre les conditions minima d'existence des ouvriers qui lui sont radicalement opposées.

Ce n'est pas le Comité d'entreprise, ni aucun autre organisme paritaire (donc la collaboration de classe) qui pourra les obtenir, mais seulement la lutte dans le syndicat de classe : la C. G. T., après sa reconquête par le parti du prolétariat : le parti communiste international.

GREVE SAUVAGE EN HOLLANDE

La première quinzaine du mois dernier a vu la Hollande secouée par une vague de grèves sauvages, extrêmement dures et, dans le cas des dockers de Rotterdam et d'Amsterdam, très longues.

La physiologie économique et politique des Pays-Bas est très proche de celle de la Grande-Bretagne. Comme sa voisine insulaire, sa bourgeoisie a vu son Empire colonial disparaître après la fin de la seconde guerre mondiale. Sur ses 6 millions d'habitants, la Hollande en compte la moitié concentrée dans le triangle Amsterdam-Utrecht-Rotterdam avec la densité de population la plus forte du monde : 2500 habitants au km².

Depuis la fin de la guerre, la reconstruction et un développement des « affaires » dû au pétrole, puis au gaz naturel découvert au large des côtes en mer du Nord, avaient fait du pays des tulipes un exemple de paix sociale enviable. Mais depuis quelques années, les bureaux de l'Office de Planification de la Haye chargés de sonder l'avenir y décelaient des signes inquiétants de déséquilibre, communs aux économies occidentales : « surchauffe », inflation, montée du nombre des chômeurs.

Pour des raisons historiques trop longues à expliquer ici, et comme un récent article de notre journal le relevait (" Prolétaire ", n° 85, du 20 juillet), l'influence communiste des années 20 sur les syndicats n'a pas laissé de traces dans la structure des organisations de défense économique de la Hollande et la classe ouvrière y a connu depuis 1945 une période étouffante d'emprisonnement total dans les deux centrales traitées, l'une du type social-démocrate classique, la C.I.S.L., l'autre à tendance confessionnelle adhérent à la C.M.T.

C'est donc avec d'autant plus de joie que nous saluons le retour en force d'une combativité ouvrière inconnue depuis longtemps. Son premier résultat a été de faire sauter le carcan bureaucratique dès la fin de la première semaine d'une grève qui avait débuté dans la construction navale et la métallurgie et que, par solidarité, les dockers avaient re-

joint, en y ajoutant les revendications propres à leur activité. Le samedi 29 août, près de 50.000 ouvriers étaient en grève et le premier port d'Europe entièrement paralysé.

Rotterdam compte 16.000 dockers, dont seulement 7.000 sont syndiqués, c'est-à-dire admis au privilège de la protection des centrales syndicales qui, avec le patronat et l'Etat, leur garantissent sécurité sociale, assurance maladie et accident, retraite. Les autres constituent une main-d'œuvre d'appoint pour les entrepreneurs de manutention. Pour leur recrutement, les patrons s'adressent à des intermédiaires officieux, véritables maquereaux de cette force de travail : ils versent une somme fixe pour la journée aux travailleurs et les mettent à la disposition des manutentionnaires au double ou au triple de ce prix.

Après quelques jours de débrayages, sentant venir la tempête, les centrales syndicales soumettent au patronat, qui accepte sur-le-champ, une demande d'augmentation des salaires de 25 florins par semaine, à satisfaire avant le 1er novembre. Rejet de l'offre et création d'un comité de grève « Force Ouvrière » (Arbeidersmacht) qui met en avant les revendications suivantes : 75 florins d'augmentation, augmentation du nombre de dockers par équipe, 4 semaines de vacances et surtout suppression des recruteurs privés.

Sans se soucier des mesures d'intimidation du gouvernement néerlandais, de l'intervention de l'armée, des menaces des syndicats officiels ou du non-paiement des jours de travail chômés, le comité de grève réussira durant plusieurs jours non seulement à maintenir la solidarité totale de grève parmi les dockers syndiqués ou non, à organiser une grande manifestation de rue à Rotterdam à laquelle participent plus de 10.000 ouvriers, mais aussi tentera d'étendre le mouvement aux grandes entreprises industrielles telles que Philips (qui débrayera d'ailleurs partiellement).

Il faudra, vers le 10 septembre, l'entrée en lice du parti communiste hollandais, désireux de

gagner quelque influence dans ce mouvement de résistance imprévu, pour parvenir à casser la volonté de lutte acharnée des dockers. Sa manœuvre consistera à mettre en avant une augmentation de 37,50 florins par semaine, sans plus parler des vacances, encore moins de la suppression des recruteurs privés.

Son intervention dans la lutte, le P. C. la fera dans la ligne désormais classique et conforme à sa nature démocratique, conservatrice. Il « exigera » la réunion d'une commission de conciliation (Bedrijvencommissie) : 46 délégués du côté ouvrier représentant le personnel de 23 entreprises ; du côté opposé les représentants du syndicat patronal ainsi que le président de la Chambre de commerce et d'industrie promu au rôle d'« arbitre » pour la défense de l'intérêt du port et de la Hollande !

Le vote en faveur de la reprise du travail est obtenu par 30 voix contre 10, mais le patronat obtient en cadeau supplémentaire que la présentation des revendications soit faite par l'entremise des centrales syndicales officielles ! Le 16 au matin, c'est la reprise générale du travail au port, en dépit des efforts du « Arbeidersmacht » qui, énumérant les résultats acquis (50 florins par semaine — ce qui était offert à l'origine — et une indemnité de compensation de 200 florins pour salaires perdus) tente sans succès de démontrer la trahison.

La classe ouvrière néerlandaise, et avec elle celle des pays où l'influence du nouvel opportunisme héritier de la défaite révolutionnaire en U.R.S.S. n'existait pas, fait ainsi une expérience importante qui comporte deux enseignements. D'une part, elle sait désormais que ceux qui usurpent le nom de communistes ne sont pas un ennemi moins dangereux, quoique plus sournois, que la social-démocratie laïque ou chrétienne. D'autre part, elle apprendra que ses luttes n'auront d'issue favorable que par la construction d'un noyau communiste international capable d'assigner aux luttes revendicatives des objectifs prolétaires révolutionnaires.

La Général Motors en grève !

(Suite de la page 2)

la même trahison de l'opportunisme international.

Par ce cloisonnement qu'ils veulent étancher de la lutte, les dirigeants syndicaux laissent au patronat l'initiative de mettre en « chômage technique » les travailleurs des industries complémentaires de l'automobile et de la General Motors : à titre d'exemple, G. M. utilise 25 % de la production nationale de caoutchouc manufacturé et 10 % de la production d'acier ; 40.000 entreprises lui vendent chaque année pour 11 milliards de dollars de marchandises diverses. Ainsi, au lieu de forger l'unité, ils dressent les catégories les unes contre les autres, accentuant la division du prolétariat et finalement l'abandonnant au patronat.

Ils prétextent qu'il faut revendiquer ce qui est possible dans le cadre de la production nationale : on épargne Ford parce qu'elle a un nouveau modèle à lancer. Mais qui défend-on : l'entreprise, la production ou les ouvriers ? On épargne Chrysler car l'entreprise risquait la faillite. Mais l'intérêt du prolétariat n'est-ce pas justement la « faillite » généralisée du système capitaliste, l'abolition du salariat ? Et comment mieux attaquer son ennemi que là où il est faible ? Dire que l'amélioration de la situation économique de l'entreprise conditionne l'amélioration du sort de ses ouvriers c'est enfermer encore davantage le prolétariat dans le cadre étroit de l'entreprise où il ne peut avoir de vision générale de ses intérêts de classe : la disparition de son esclavage salarié qui nécessite le passage à la lutte politique pour la conquête du pouvoir.

Les directions réformistes se cantonnent sur le terrain économique car c'est celui de la société en vigueur, le terrain où le prolétariat ne peut qu'aménager son esclavage et non s'en libérer. Ils refusent obstinément au prolétariat de passer sur le terrain politique, qui est celui de la Révolution sociale, car leur intérêt c'est d'aider à maintenir en place le vieil ordre social. Jamais ils ne montrent aux ouvriers leur

véritable ennemi : l'Etat bourgeois, instrument de la domination de la classe bourgeoise, dont il représente les intérêts collectifs. Au contraire, ces réformistes cachent au prolétariat la véritable nature de l'Etat bourgeois : par des mots d'ordre tels que l'échelle mobile des salaires, on veut faire croire que l'Etat est une institution neutre, au-dessus de la lutte des classes, capable de garantir solidement aux ouvriers des avantages arrachés à la bourgeoisie.

Mais même sur le terrain économique, en dépit des réformistes, les ouvriers vont se heurter de plus en plus directement à l'ennemi : l'Etat, qui doit intervenir maintenant lui-même pour tenter de retarder la crise montante de toute la société bourgeoise. Aux U.S.A., la grève imminente de 500.000 cheminots a été suspendue à la mi-septembre pour 10 jours par une ordonnance du juge fédéral, puis pour 2 mois par Nixon lui-même. Au Canada, une loi d'exception a mis fin à la mi-août à la grève dans la construction. Là aussi, le conflit doit être réglé directement par le gouvernement.

Mais tous ces efforts sont vains ; on n'arrête pas la lutte des classes qui naît de la dynamique même du capitalisme : course de plus en plus serrée aux marchés et au profit face aux concurrents, concentrations, modernisation, automatisation, avec leurs corollaires : licenciements, chômage, déqualification, limitation des salaires.

La grève de la General Motors ne peut qu'accélérer la détérioration de la situation économique-sociale aux U. S. A. comme au Canada. L'industrie automobile américaine est sévèrement concurrencée sur son propre marché par les voitures européennes et japonaises, qui ont conquis en 1970 11,2 % du marché intérieur U. S. (" Le Monde " du 7/8/70). Cette année, les trois géants de l'automobile ont fabriqué 12 % de moins de voitures qu'en 1969 (" Huma " du 7/8). Chaque jour de grève fait perdre à l'économie américaine 120.000 véhicules et 120 millions de dollars en ventes

et salaires (" Huma " du 17/9).

Alors que Nixon a lancé en juin 69 un plan de stabilisation limitant la hausse des salaires en fonction de la productivité, et cherchant à contrôler les prix, la Général Motors a déjà annoncé une hausse de 6 % du prix de ses voitures, dont le prix a déjà augmenté de 3,51 % en 70 (" Le Monde " du 7/8). Les augmentations de salaire arrachées par la grève perturberont aussi nécessairement le plan ; de même au Canada, où la parité des salaires avec les travailleurs de l'automobile américains a été obtenue en 68 : un plan similaire de limitation des hausses de salaires à 6 % par an existe au Canada depuis début 69, mais déjà les postiers ont obtenu, après 4 mois d'une grève qui s'est terminée mi-septembre, une augmentation de 7 % (" Monde Economique ", 29/9).

C'est donc dans une situation économique-sociale incertaine que survient la grève à la Général Motors. Elle risque de se tendre encore plus après les élections américaines du 3 novembre : la presse bourgeoise prévoit que Nixon appliquera alors une politique fortement restrictive (" Monde Economique " du 22/9). En dépit des efforts des dirigeants syndicaux pour enfermer la lutte dans un strict corporatisme, pour faire oublier aux ouvriers que toute lutte, même la plus élémentaire et la plus limitée, doit concourir au renforcement du prolétariat et à sa réorganisation en vue de sa mission politique de révolution, ils ne pourront étouffer la lutte des classes qui mettra les ouvriers face à leur double ennemi : le pouvoir étatique bourgeois et l'opportunisme international.

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schœsling
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

La grève de la Redoute

(Suite de la page 2)

aider. Tu ne vois pas qu'il faut utiliser toutes les contradictions patronales ».

Appeler contradiction patronale la division systématique de la classe ouvrière obtenue en payant le même travail à des taux horaires différents, voilà qui est un comble ! Et c'est bel et bien l'émiettement de la lutte, entreprise par entreprise, catégorie par catégorie, qui, en isolant les secteurs les plus combatifs des autres, est la cause de cette division, que seule peut surmonter, précisément, la généralisation des grèves qui surgissent !

Ayant ainsi réussi à isoler le mouvement de La Redoute, les dirigeants de la C.F.D.T. jaune et les opportunistes de la C.G.T. n'ont maintenant qu'à le laisser pourrir jusqu'au mardi 29, date à laquelle les ouvriers doivent se prononcer sur les nouvelles propositions patronales. Ces propositions sont les suivantes : 5 % d'augmentation, salaire minimum fixé à 4,22 F l'heure (731 F par mois) avec promesse que le salaire mensuel passera à 800 F au 1er mars 1971. Bien que dérisoires, les revendications posées ne sont qu'en partie satisfaites.

Au cours de la réunion qui doit décider de la reprise du travail ou de la poursuite de la grève, la C.G.T. se taira ! Tactique comode qui permet de ne pas se mouiller et de garder le mouvement en mains, quel que soit le résultat du vote. Tactique criminelle, qui laisse les ouvriers sans directives, isolés, et les met à la merci des jaunes de la C.F.D.T. qui, eux, demandent impudemment la reprise du travail : « Toutes les possibilités de négociations ayant été épuisées en raison de l'intransigeance d'une direction qui feint d'ignorer le mécontentement profond qui existe dans l'entreprise, la C.F.D.T. juge inutile de poursuivre la grève ». Quelle perle ! Mais à quoi donc sert la grève, si ce n'est à faire céder les patrons intransigeants !

Plusieurs centaines de travailleurs refusèrent dans un premier temps de reprendre le travail, mais isolés et découragés, ils devaient finalement s'incliner. Toutefois, au moment de la reprise, il y aura un nombre élevé d'absents.

Limiter les revendications, étouffer la lutte dans l'entreprise, ne pas donner de consigne au moment crucial du combat, voilà comment les bonzes syndicaux dilapident l'énergie des ouvriers. Essouffler les travailleurs en lutte pour briser leur combativité, voilà aujourd'hui la tâche des renégats qui dirigent la C.G.T. Mais le jour approche où les travailleurs comprendront que pour mener leur combat, il leur faudra jeter ces canailles hors de leurs syndicats.

II - Ce que la dictature du prolétariat fera de l'industrie automobile

Nous avons montré (voir " le prolétaire ", n° 88) le caractère absurde et contraire aux intérêts du prolétariat des propositions du P.C.F. concernant l'industrie automobile, ainsi que le caractère international du problème posé. Pour mieux faire saisir toute la dérision des « solutions nationales », il nous reste à esquisser, grâce à l'exemple de l'industrie automobile, la grandiose perspective que seule l'arme de la théorie marxiste permet d'envisager clairement, et que seule la dictature du prolétariat pourra réaliser.

Comment les marxistes envisagent-ils donc le problème de l'industrie automobile (ou de toute autre industrie) ? Pour l'expliquer, il faut répondre à trois séries de questions : 1) Est-ce que la société continuera à fabriquer des automobiles ? 2) Si oui, comment sera organisée cette production ? 3) Enfin, quels seront les rapports des hommes avec les objets produits ?

Besoins de l'espèce et non besoins du capital

La dictature du prolétariat se moquera bien de savoir si une industrie nationale est compétitive ou non. Le critère fondamental pour décider de l'avenir d'une branche industrielle sera le suivant : cette branche produit-elle des valeurs d'usage (des biens) correspondant aux besoins sociaux de l'espèce humaine ? Autrement dit : la société humaine a-t-elle besoin pour vivre, se reproduire, se développer harmonieusement, des automobiles actuellement produites ?

Abstraction faite de sa détermination capitaliste, c'est-à-dire de l'orientation qui lui est imposée par les exigences de l'actuel mode de production, la fabrication d'automobiles est une manière de satisfaire un besoin de l'espèce humaine dans la reproduction de ses conditions d'existence : le besoin de transport ; mais sur ce besoin réel des hommes, la société capitaliste a imprimé des exigences qui ne sont propres qu'à elle, et qui devront disparaître avec elle : d'abord, le besoin de biens

de luxe pour les plaisirs de la classe bourgeoise ; ensuite, tout un ramassis d'envies complètement artificielles, tellement peu ressenties par l'espèce humaine qu'on doit les lui imposer quotidiennement, par un gigantesque matraquage publicitaire, dans le but d'élargir sans cesse le marché indispensable au capital : envie de posséder une voiture à soi, différente, plus rapide, plus nerveuse, nouvelle, etc, toutes ces « motivations », à la fois filles et véhicules de la mesquine psychologie petite-bourgeoise, ne sont entre les mains du capital, que de grossières ficelles pour pousser à acheter toujours plus de marchandises.

La dictature du prolétariat supprimera à tout jamais la fabrication des coûteuses et meurtrières voitures de luxe ou de sport, pour les reléguer au musée des horribles beautés du mode de production capitaliste, et de leurs campagnes publicitaires elle tirera une anthologie de la folie marchande pour l'instruction des générations à

venir. Elle arrêtera la production des modèles inutiles ou faisant double emploi ; et si des philistins qui mangent tous les jours, sur injonction publicitaire, le même yaourt tiré à dix millions d'exemplaires, se lamentent de l'« uniformité » et de l'« enrégimentement » qui en résulteront, elle les enverra travailler quelques années à la chaîne dans une fabrique, pour bien leur faire comprendre ce que ces mots veulent dire.

Après ces quelques mesures immédiates, il faudra déterminer si la valeur d'usage « automobile », compte tenu de tous les inconvénients liés à son utilisation (insécurité, pollution, encombrement, bruit — que la société bourgeoise reconnaît et déplore, mais ne peut combattre qu'à la dernière limite, lorsqu'ils mettent son existence même en danger), est la meilleure solution technique au problème des transports de l'humanité. Si oui, ce sera évidemment sous condition de modifications draconiennes en matière de vitesse et sécurité, silence, salubrité ; ces modifications sont à la fois rendues très simples par la technique moderne, et irréalisables dans la société actuelle tant qu'elles s'opposent aux besoins du capital. En cas de réponse négative on arrêtera une fois pour toutes la production des actuelles voitures pour leur substituer d'autres types de transports collectifs ou individuels, en fonction des besoins et des intérêts de l'ensemble de l'espèce et non des lois de la production capitaliste.

Toutes ces mesures sont des mesures de simple bon sens, évidentes et déjà pressenties de tous ; le marxisme n'est pas un système de rêveries utopiques, il n'invente pas de « recettes pour les marmites de l'avenir » : il constate que les forces productives ont atteint le niveau qui permet de se débarrasser des rapports de production capitalistes, et il montre que l'obstacle essentiel à la société socialiste n'est pas technique, mais politique : c'est l'Etat bourgeois, gardien armé du mode de production capitaliste.

L'organisation de la production

Pour les opportunistes, toute la société socialiste se résume dans la formule « propriété collective des moyens de production ». Il faut d'abord montrer que cette formulation est tout à fait insuffisante, et parfois trompeuse. La différence entre capitalisme et socialisme est en effet d'une tout autre nature et d'une autre ampleur que la différence entre propriété individuelle et propriété collective : les sociétés par actions sont bien des formes de propriété collective, et l'Etat bourgeois moderne devient de plus en plus clairement l'instrument de la propriété collective de toute la classe bourgeoise sur l'ensemble des moyens de production.

Mais qu'est-ce qu'un droit de propriété ? Ce n'est que la reconnaissance officielle par la société bourgeoise du pouvoir matériel de faire d'une chose l'usage que l'on veut, y compris la détruire ou la vendre ; mais un tel droit ne peut exister que pour être opposé à quelqu'un d'autre, qui n'est pas propriétaire, de manière à lui interdire le même pouvoir sur la chose. Celui qui écrit une lettre utilise un stylo sans éprouver pour autant le besoin de clamer sa propriété sur cet objet ; ce n'est que lorsqu'un autre veut le lui prendre qu'il trouve l'occasion de s'écrier : « C'est mon stylo ! ». Ainsi, l'Etat bourgeois matérialise la propriété collective d'une bourgeoisie donnée sur des moyens de production, contre le prolétariat d'une part, contre les autres bourgeoisies nationales d'autre part.

L'expression « propriété collective des moyens de production » prise sans autre précision signifie donc qu'une certaine collectivité peut opposer ses droits sur des moyens de production à d'autres collectivités qui en sont privées, et inversement ; qu'elles soient locales ou professionnelles, comme dans les utopies anarchistes et autogestionnaires, ou bien

nationales comme dans l'idéologie stalinienne, de pareilles collectivités ne peuvent entrer en relations que par voie d'échange ; pour que cet échange puisse fonctionner normalement, il faut attribuer une valeur aux objets échangés, qui sont donc des marchandises, nécessitant une monnaie, etc... et nous voilà inéluctablement replongés dans tous les mécanismes marchands qui sont à l'origine du mode de production capitaliste.

En réalité, à notre époque où les forces productives brisent les cadres nationaux trop étroits pour elles, où la circulation des marchandises s'étend à toute la planète, le seul « propriétaire collectif » des moyens de production qu'on puisse concevoir est l'espèce humaine tout entière ; mais la notion même de propriété perd alors son sens, car l'espèce entière n'a personne contre qui être propriétaire. (Voir « La Société Communiste », dans « Programme Communiste » - n° 10).

La formule « propriété collective des moyens de production » ne résoud donc rien. Ce qui importe, ce sont les lois économiques et les rapports de production qui vont régir l'utilisation des moyens de production. Puisque leur seul « propriétaire » ne peut être que l'espèce humaine tout entière, l'objectif de la dictature du prolétariat sera d'instaurer branche par branche, le plus rapidement possible, un plan mondial de production, qui sera déterminé à partir des besoins effectifs de l'espèce et de l'effort productif qu'elle est en mesure d'accomplir. Un tel plan mondial est l'exacte antithèse des plans nationaux : ceux-ci ne sont que l'organisation de chaque capital national pour la lutte concurrentielle sur le marché international ; le plan mondial signifie la fin simultanée de la propriété, de la concurrence et du marché.

(A suivre).

L'abuseur abusé

M. J.-P. Sartre, philosophe bien connu et porte-valise bruyant du gauchisme, a décidément beaucoup de mal à se faire arrêter. Il a remarqué que le moindre vendeur de " La Cause du Peuple " avait droit à un séjour en prison, alors que lui-même, qui est pourtant DIRECTEUR de ce même journal, ne parvenait jamais à s'accrocher aux portes des commissariats plus d'une demi-heure en moyenne. Après avoir en vain crié sur tous les toits la nécessité de sa propre arrestation du point de vue légal, M. Sartre triomphe. Il l'avait bien dit : « Il y a deux poids, deux mesures ! »

M. Sartre se considère pourtant comme un homme dangereux : « Je ne suis pourtant pas un homme de paille, JE SUIS UN DIRECTEUR AUTHENTIQUE » (" Le Monde ", 1/10/70). Hélas, M. Sartre, lorsque le pouvoir fait la sourde oreille à une juste revendication « du point de vue de la loi », il n'y a rien à faire : vous n'entrerez pas dans les prisons de l'Etat, car ses juges ont décidé que tant que vous ferez de la « provocation » consciente, il valait mieux que vous la fassiez dehors (n'ont-ils pas dit que votre cas ne méritait pas qu'on s'y attache, puisque vous le FAISIEZ EXPRES ?)

On n'est pas impunément une valeur nationale, M. Sartre... « Authentique directeur », vous l'êtes certainement : directeur de tous ceux qui cherchent à cautionner l'illusion d'un chantage à la légalité, à mettre l'Etat « au pied du mur » en retournant contre lui les principes mêmes de son existence, tout en croyant faire de la subversion.

Don Quichotte lui aussi avait l'illusion d'être subversif : il n'attaqua jamais que des moulins à vent qui s'en foutaient pas mal. Lorsque M. Sartre attaque les moulins à vent de la légalité en s'armant de cette même légalité, son entreprise est du même ordre : il bombe le torse et prend le masque de la subversion, alors qu'il n'est qu'une des obscures figures publicitaires de l'arsenal bourgeois des marionnettes, pauvres pantins dont l'unique fonction est de colporter dans l'esprit des jeunes le faux mythe de l'action individuelle.

Parlez, M. Sartre, déversez sur l'Etat et ses juges vos discours incendiaires : il vous en remercie d'avance et pour votre punition il vous chassera de ses prisons à coups de pied au cul.

Comme il est difficile de nos jours d'être un martyr de la justice authentique !

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BRANÇON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAYRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT - ETIENNE, STRASBOURG, TOULON, désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au " PROLETAIRE ", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1970

Listes Nos 8, 9 et 10 :

Dédé 30 ; Mario 10 ; J.C. 10 ; Ther 70 ; S. 500 ; Bruxelles 525 ; Salut d'Alger 770 ; A. et H. 30 ; Pataro 200 ; La Flèche 100 ; Un ami du communisme 125 ; R. et R. 40 ; Paris 576,70 ; S. 40 ; X. 100 ; François 180 ; Théo 16 ; J.C. 10 ; Ameziane 41,50 ; Parma 41,50 ; R. et R. 40 ; J.P. Soutien 15 ; Josette, Soutien 100 ; Paris 487,30 ; Rosa 20 ; François C 10 ; Gérard 35 ; S. 120 ; Merc à B., 100 ; Concarneau, 20 ; Monti, 50 ; BB, 100 ; Mario Bezon, 10 ; Barbieri, 10 ; Reggio Emilia, 10 ; Alouette, 50 ; R. P. Paris, 125 ; Vellyzy, 100 ; Aux Sportifs, 14.

Total 4.832,00 F

Total précédent... 15.565,81 F

Total général ... 20.397,81 F

Chiens de garde du capital

" Le Monde " du 8 octobre rapporte une protestation de l'U.D. C.F.D.T. du Calvados contre un film intitulé " Le frein " et réalisé par la C.G.T. dans la Société Industrielle de Métallurgie. La Direction de cette entreprise a licencié, au cours de ces derniers mois, deux délégués C.P.D.T. qui, lors d'une grève, avaient séquestré deux ingénieurs et trois contremaîtres. Le film " Le frein " est une charge contre ce type d'action et une dénonciation des « méfaits du gauchisme ».

Bien que M. Descamp, secrétaire général de la C.F.D.T., ait pris soin de démentir les bruits selon lesquels il aurait en quelque sorte « autorisé » ce film, cette saloperie cégétiste, nous en sommes certains, ne l'empêchera pas de continuer ses ronds-de-jambes auprès de son homologue et compère Séguy : le gauchisme, dans la mesure où il rapporte à la centrale défrôquée un nombre appréciable de cortès syndicales, est bien vu de celle-ci, mais pas au point qu'elle en revendique les actes.

Ces actes, dans ce cas, ne sauraient s'expliquer que par la révolte et la colère d'ouvriers qui, trahis par leurs syndicats et enfermés dans le ghetto de « leur » grève, ne peuvent qu'utiliser les seuls moyens de pression qu'ils ont sous la main. Il y a fort à parier que les cadres victimes de ces méthodes à la Société Industrielle de Métallurgie l'ont été en raison de leur rôle d'auxiliaires directs du patronat. Or c'est précisément là où le bât blesse la C.G.T. : tant pis pour les ouvriers jetés à la porte, mais qu'on ne vienne pas troubler son idylle avec les cadres qu'elle défend farouchement — non pas tant comme catégorie salariée et exploitée, mais comme véhicule de l'idéologie de collaboration de classe parmi les salariés.

La C.F.D.T. voit dans le film de la C.G.T. une entreprise « tendant à discréditer ses militants ». C'est en réalité un acte ignoble, à caractère policier, destiné à détourner les ouvriers de toute réaction de lutte et qui prouve la décomposition avancée de l'opportunisme stalinien ainsi que le triste rôle de flic qui lui est désormais dévolu.

Correspondance :

" le prolétaire " B.P. 375, MARSEILLE-Colbert
Versements :
 " le prolétaire " C. C. P. 2202-22, MARSEILLE
Abonnements :
 " le prolétaire " 1 an : 10 F (100 FB)
 6 mois : 5 F (50 FB)
 (pli fermé : 15 et 7,50 F)
 " programme communiste " 1 an : 15 F (150 FB)
 " programme communiste " et " le prolétaire " 1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :
 Prénoms :
 Adresse :
 * " prolétaire " : 6 mois.
 * " prolétaire " : 1 an.
 * " programme communiste " * combiné.
 (Cocher l'étoile).

programme communiste

Revue théorique du Parti communiste international
 Le numéro 48 - 49 vient de paraître

AU SOMMAIRE

- ◆ A bas la démocratie salariale et hiérarchique !
- ◆ L'opportunisme à l'épreuve des luttes
- ◆ Bilan politique du gauchisme
- ◆ Impérialisme et sous-développement
- ◆ Le Parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste
- ◆ Principaux résultats du Livre I du "Capital"
- ◆ Le stalinisme, cet anticommunisme
- ◆ Amadeo Bordiga : une vie exemplaire au service de la révolution

Le numéro : 7 F Commandes au "Prolétaire".